



DOCUMENT ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE

FOURNITURE DE PRODUITS ABSORBANTS POUR LES SAPEURS-POMPIERS DU SDIS DE LA SOMME

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHE

Le présent marché a pour objet la fourniture de produits absorbants pour les sapeurs-pompiers du SDIS de la Somme.

ARTICLE 2 : ALLOTISSEMENT

Le présent marché est composé de 3 lots :

- Lot 1 : Fourniture de sacs de produit absorbant terrestre minéral tous liquides en granulés,
- Lot 2 : Fourniture de sacs de produit absorbant aquatique hydrophobe et oléophile,
- Lot 3 : Fourniture de produits absorbants, aquatiques, en boudins hydrophobes et oléophiles de diamètre 20 centimètres et de longueur 3 mètres.

ARTICLE 3 : REGLEMENTATION

L'ensemble des lots devront obligatoirement répondre aux réglementations suivantes :

- NF P98-190 : Produits absorbants destinés à un usage routier spécification,
- NF T90-360 : Essai des eaux – Détermination du pouvoir absorbant – Capacité de rétention en huile,
- NF-T90-361 : Essai des eaux - Détermination du pouvoir absorbant tous liquides,
- NF T90-362 : Produits de lutte contre la pollution des eaux et des sols – Classification des produits absorbants.

ARTICLE 4 : PROCEDURE DE PASSATION

Le marché est passé selon la procédure adaptée, conformément aux dispositions des articles 42-2° de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics. Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de négocier avec les trois soumissionnaires les mieux disants, le prix ainsi que le délai de livraison.

Les prestations feront l'objet de bons de commande passé en application de l'article 78 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016.

ARTICLE 5 : DUREE DU MARCHE

Le marché est conclu à compter de sa notification jusqu'au 31 décembre 2017. Il sera éventuellement reconduit trois fois tacitement par année civile pour s'achever au plus tard le 31 décembre 2020. Le SDIS de la Somme pourra éventuellement dénoncer le marché par lettre recommandée avec AR au plus tard un mois avant le terme.

ARTICLE 6 : VARIANTES

Les variantes ne sont pas autorisées.

ARTICLE 7 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

- Le devis ou la proposition de prix établi par le soumissionnaire,
- Les fiches techniques et procès verbaux d'essais demandés à l'article 22 du présent document,
- Les échantillons demandés à l'article 23 du présent document,
- Le présent document administratif et technique (DAT),
- Les bons de commande,
- L'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015,
- Le décret n°2016-360 du 25 mars 2016,

- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (C.C.A.G.- F.C.S.).

ARTICLE 8 : JUSTIFICATIFS A PRODUIRE

- Si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés en la matière ; dans le cas contraire, fournir une déclaration sur l'honneur ;
- Un document relatif aux pouvoirs de la personne ou des personnes habilitées à engager la société ;
- Une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés à l'article 48 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 concernant les interdictions de soumissionner ;
- Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles.

ARTICLE 9 : CONSTITUTION DE L'OFFRE

9.1 : Présentation des offres

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes :

- Le devis ou la proposition de prix établi par le soumissionnaire **signé, paraphé et daté**,
- Les fiches techniques et les procès-verbaux d'essais demandés à l'article 22 du présent document,
- Les échantillons demandés à l'article 23 du présent DAT,
- Les pièces justificatives demandées à l'article 8 du présent document.

9.2 : Conditions d'envoi et de remise des offres

L'enveloppe extérieure portera l'adresse et les mentions suivantes :

<p>PROCEDURE ADAPTEE</p> <p>SDIS de la SOMME</p> <p>Groupeement Logistique – Service Matériels</p> <p>7 Allée du Bicêtre – BP 2606</p> <p>80026 AMIENS Cedex 1</p> <p>FOURNITURE DE PRODUITS ABSORBANTS POUR LES SAPEURS-POMIERS DU SDIS</p> <p>DE LA SOMME</p> <p>Ne Pas Ouvrir</p>
--

Les offres devront être :

- soit transmises en recommandé avec accusé de réception,
- soit remises à l'adresse ci-dessus, contre récépissé.

Les offres devront parvenir avant la date et l'heure limites fixées à l'article 10 du présent document.

ARTICLE 10 : DATE LIMITE DE RECEPTION DES OFFRES

Les date et heure limites de réception des offres sont fixées au **vendredi 23 juin 2017 à 12h00**.

ARTICLE 11 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Le délai pendant lequel le soumissionnaire reste engagé par son offre est de 90 jours à compter de la date limite de remise des offres.

ARTICLE 12: CRITERE DE CHOIX

Le choix sera opéré sur la base des critères de choix pondérés de la manière suivante :

- Valeur Technique : 40 % jugée à partir des fiches techniques et des échantillons
- Prix : 40 %
- Délai de livraison : 20 %

ARTICLE 13 : DESIGNATION DU REPRESENTANT LEGAL

Le représentant légal du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Somme est Monsieur le Président du Conseil d'Administration, pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 14 : QUANTITES

Les quantités minimales et maximales annuelles sont les suivantes :

LOT	PRODUITS	QUANTITES MINIMALES	QUANTITES MAXIMALES
1	Absorbants terrestres minéraux tous liquides en granulés	1 000 kg	5 000 kg
2	Absorbants aquatiques hydrophobes et oélophiles	1 125 litres	4 500 litres
3	Boudins hydrophobes Ø 20 cm X 3 m (entrés de gamme)	5 boudins	40 boudins
	Boudins hydrophobes Ø 20 cm X 3 m (milieu de gamme)	5 boudins	40 boudins

ARTICLE 15 : PRIX DU MARCHE

Le soumissionnaire précisera obligatoirement sa proposition de prix total H.T. et T.T.C. dans l'acte d'engagement.

Les prix sont fermes, définitifs, globaux, forfaitaires et sont entendus franco de port.

ARTICLE 16 : LIVRAISON DES FOURNITURES

16.1 : Lieu de livraison

L'adresse de livraison est la suivante :

SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA SOMME
Pôle Logistique
ZA Le CAPRON
Route de TAISNIL
80480 SALEUX

16.2 : Délai de livraison des lots

Pour l'ensemble des lots, le soumissionnaire proposera obligatoirement dans l'acte d'engagement, le délai de livraison des fournitures à compter de la notification du bon de commande.

Tout dépassement du délai donnera lieu à l'application des pénalités de retard conformément aux stipulations de l'article 19 du présent document.

Pour l'ensemble des lots, seuls les bons de commande signés par le pouvoir adjudicateur ou par délégation par son représentant pourront être honorés.

Chaque bon de commande précisera :

- la nature et la quantité des fournitures à livrer,
- le lieu de livraison,
- le montant du bon de commande.

Un bon de livraison indiquant les références du bon de commande émis par le S.D.I.S. de la Somme devra être remis lors de chaque livraison.

16.3 : Emballages

Les frais de transport et d'emballage des fournitures seront à la charge du titulaire (livraison franco de port), y compris en cas de retour des effets pour défaut ou erreur de livraison.

16.4 : Opérations de réception et vérification

Les prestations devront être conformes aux stipulations du marché (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du marché).

La fabrication des fournitures pourra faire l'objet d'une surveillance en usine dans les conditions prévues par l'article 21 du C.C.A.G.-F.C.S.

Les opérations de vérification quantitatives seront effectuées, conformément aux articles 22 à 26 du C.C.A.G.-F.C.S., à réception de la commande et, en tout état de cause dans un délai de 48 heures maximum à compter de la livraison, week-ends et jours fériés exclus.

Elles seront assurées par la personne responsable du marché ou toute autre personne habilitée par elle.

Si la quantité livrée est supérieure à la commande, le S.D.I.S. de la Somme se réserve le droit de mettre en demeure le titulaire du marché de reprendre immédiatement l'excédent à ses frais dans un délai de 5 jours ouvrés.

Si la quantité livrée est inférieure à la commande, le S.D.I.S. de la Somme se réserve le droit de mettre en demeure le titulaire du marché de compléter la livraison de la quantité totale prévue par la commande dans un délai de 5 jours ouvrés.

La réception qualitative est effectuée au plus tard dans les huit jours qui suivent la date de livraison pour les vices apparents et dans les quinze jours à partir de la même date pour les vices cachés.

Si la fourniture ne correspond pas qualitativement aux spécifications de la commande ou au catalogue public, elle sera refusée et elle devra être remplacée sur mise en demeure faite par lettre recommandée au titulaire du marché dans les quinze jours.

Les frais de transport de la marchandise refusée, retournée au titulaire sont à la charge de ce dernier.

A l'issue des procédures de réception, un procès verbal est établi et signé par les deux parties.

ARTICLE 17 : SERVICE APRES-VENTE

Pour l'ensemble des lots, le soumissionnaire s'engage à échanger les produits si ces derniers ne sont pas conformes aux réglementations en vigueur ou ne respectent le descriptif de la commande.

Le délai de service après-vente est à préciser dans l'acte d'engagement.

ARTICLE 18 : PAIEMENT

Le paiement s'effectue selon les règles de la comptabilité publique après la réception du matériel et de la facture conformément aux dispositions du marché.

18.1 : Présentation des demandes de paiements

Les factures afférentes à chaque prestation seront établies en un original et 1 copie portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom et adresse du créancier,
- le numéro du compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé sur l'acte d'engagement,
- le numéro du marché,
- Le numéro du bon de commande émis par le SDIS de la Somme,
- la prestation réalisée,
- le montant hors taxe de la prestation en question,
- le taux et le montant de la TVA,
- le montant total des prestations exécutées,
- la date de facturation.

Les factures et autres demandes de paiement devront parvenir à l'adresse suivante :

SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA SOMME
Groupement Juridique et Financier
Service Finances
7 Allée du Bicêtre
BP 2606
80026 Amiens cedex 1

Conformément aux dispositions du décret n°2016-1478 du 2 novembre 2016 et de l'arrêté du 9 décembre 2016 relatifs au développement de la facturation électronique à compter du 1^{er} janvier 2017, les factures transmises sous forme électronique seront acceptées.

La remise de factures électroniques sera obligatoire via le portail de l'Etat « CHORUS PORTAIL PRO » :

- Au 1^{er} janvier 2017 pour les grandes entreprises et les personnes publiques ;
- Au 1^{er} janvier 2018 pour les entreprises de taille intermédiaire ;
- Au 1^{er} janvier 2019 pour les petites et moyennes entreprises ;
- Au 1^{er} janvier 2020 pour les micros entreprises.

Ces catégories d'entreprises sont celles prévues à l'article 51 de la loi n°2008-776 du 4 août 2008 et au décret n°2008-1354 du 18 décembre 2008.

18.2 : Comptable public assignataire

Le comptable public assignataire est :

Monsieur le Payeur Départemental de la Somme
1-3 Rue Pierre Rollin
CS 12301
80023 AMIENS Cedex 3

18.3 : Mode de règlement

Les prestations seront payées par mandat administratif selon la réglementation en vigueur. Conformément à l'article 183 du décret n°2015-360 du 25 mars 2016, le délai global de paiement est de 30 jours.

ARTICLE 19 : PENALITES

Lorsque le délai contractuel de livraison est dépassé par le fait du titulaire, des pénalités calculées selon la formule suivante sont appliquées sans mise en demeure :

$$P = \frac{V \times R}{1000}$$

P = Pénalités

V = Montant total du bon de commande

R = Nombre total de jours de retard

ARTICLE 20 : ASSURANCES

Avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code Civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommages occasionnés par l'exécution du marché.

ARTICLE 21 : CONDITIONS DE RESILIATION

Seuls les articles 29 à 36 du CCAG-FCS relatifs à la résiliation sont applicables.

ARTICLE 22 : CLAUSES TECHNIQUES

L'ensemble des produits devront être conformes à toutes obligations réglementaires en vigueur pour ce type de produits.

Les fiches techniques et les procès-verbaux d'essais seront fournis pour chaque produit proposé par le soumissionnaire.

Les boudins absorbants seront munis de dispositifs d'accroche de type corde en nylon avec mousquetons aux extrémités ou d'un dispositif similaire.

ARTICLE 23 : ECHANTILLONS

Les candidats sont tenus, pour l'ensemble des lots de fournir un échantillon des produits proposés, afin de permettre la comparaison qualitative des produits.

Le retour des échantillons ainsi fournis par les entreprises non retenues sera effectué sur simple demande adressé à :

SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA SOMME

Groupement Logistique

Bureau Petits Matériels

7 Allée du Bicêtre

BP 2606

80026 AMIENS CEDEX 1

Les échantillons seront réexpédiés en port dû et devront être récupérés dans un délai de 2 mois à compter de la notification du marché. Passé ce délai, les échantillons seront considérés comme acquis par le S.D.I.S. de la Somme.

ARTICLE 24 : DROIT, LANGUE ET MONNAIE

En cas de litige, seul le droit français est applicable. Les tribunaux français sont les seuls compétents.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, factures ou modes d'emploi doivent être rédigés en français.

L'unité monétaire choisie pour le marché est l'Euro.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

ARTICLE 25 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir des renseignements complémentaires, les candidats peuvent, s'adresser auprès :

➤ Groupement Logistique / Service Matériel – Capitaine Bertrand DUPUIS – Tél : 03.64.46.16.12

ARTICLE 26 : PROCEDURES DE RECOURS

- **Instance chargée des procédures des recours :** Tribunal Administratif d'Amiens, 14 rue Lemerchier, 80 011 Amiens Cedex 01 ; Téléphone : 03.22.33.61.70 ; Télécopie : 03.22.33.61.71 ; Courriel : greffe.ta-amiens@juradm.fr
- **Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus :** Greffe du Tribunal Administratif d'Amiens, 14 rue Lemerchier, 80 011 Amiens Cedex 01 ; Téléphone : 03.22.33.61.70 ; Télécopie : 03.22.33.61.71 ; Courriel : greffe.ta-amiens@juradm.fr

ARTICLE 27 : DEROGATIONS

L'article 7 du présent DAT déroge à l'article 4 du CCAG-FCS.

Amiens, le 06 JULI 2017

Pour le Président et par délégation,
Le Directeur Départemental Adjoint (par intérim)

Lt-Colonel Olivier PEYCRU